



HAL
open science

Les faussaires de l'histoire contre la démocratie. Quelques réflexions à partir du cas espagnol

Pierre Salmon, Sophie Baby, François Godicheau, Amélie Nuq, Nathan Rousselot, Mercedes Yusta, Nicolas Sesma Landrin

► To cite this version:

Pierre Salmon, Sophie Baby, François Godicheau, Amélie Nuq, Nathan Rousselot, et al.. Les faussaires de l'histoire contre la démocratie. Quelques réflexions à partir du cas espagnol. 20 & 21. Revue d'histoire, 2024, Le franquisme en Hexagone (1936-années 1950), 161, pp.75-93. 10.3917/vin.161.0075 . halshs-04911989

HAL Id: halshs-04911989

<https://shs.hal.science/halshs-04911989v1>

Submitted on 25 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les faussaires de l'histoire contre la démocratie. Quelques réflexions à partir du cas espagnol

Pour citer cet article : Pierre Salmon, Sophie Baby, François Godicheau, Amélie Nuq, Nathan Rousselot, Nicolás Sesma et Mercedes Yusta, « Les faussaires de l'histoire contre la démocratie Quelques réflexions à partir du cas espagnol », 20 & 21. *Revue d'histoire*, N° 161(1), 2024, p. 75-93. [10.3917/vin.161.0075](https://doi.org/10.3917/vin.161.0075)

Depuis les années 2000, en Espagne, les controverses relatives à la mémoire de la guerre civile et du franquisme ont vu croître l'influence de nombreux auteurs de droite et d'extrême droite prompts à se poser en redresseurs d'une histoire nationale faussée selon eux par l'université. L'ampleur de ce phénomène éditorial et médiatique, observable dans l'Europe entière à l'heure actuelle, en dit long sur le rapport des sociétés contemporaines aux sciences en général et au savoir historique en particulier. Le présent texte s'interroge sur les formes que pourraient prendre des réponses historiennes efficaces à une telle offensive.

Quelle n'a pas été notre surprise, durant ce mois d'août 2022, à la découverte d'une vidéo virale du *Figaro*, sur Twitter, dans laquelle la journaliste Isabelle Schmitz faisait la promotion de Pío Moa, pseudo-historien très connu en Espagne¹. Aujourd'hui discrédité, en dépit de son succès public initial, ce polémiste est connu pour sa vision dite « révisionniste » de la guerre civile espagnole (1936-1939) – en réalité, ses positions nient l'existence de certains crimes². La critique scientifique rigoureuse dont ses travaux ont fait l'objet dès leur parution, au début des années 2000, n'a pas empêché un éditeur français d'extrême droite de publier l'ouvrage traduit en français³. En assurant sa promotion auprès du grand public et en présentant ses thèses comme novatrices, alors qu'il ne faisait que rejouer la propagande officielle du régime franquiste, *Le Figaro* a donné de l'audience à celui qui ne profitait jusque-là que d'un écho limité à la presse identitaire et catholique⁴. En offrant un droit de réponse au militant associatif espagnol Emilio Silva (polémique oblige), *Le Figaro* a confisqué une deuxième fois le sujet aux chercheurs

¹ Isabelle Schmitz, « La gauche espagnole a mis le feu aux poudres dès 1931 », *Le Figaro* via [Twitter](#) (dorénavant X).

² Elodie Richard et Charlotte Vorms, « Transition historiographique ? Retour sur quatre-vingts ans d'histoire de l'Espagne, de la Seconde République à la transition », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 127, 2015, p. 13-41.

³ Pío Moa, *Les Mythes de la guerre d'Espagne 1936 - 1939*, Paris, L'Artilleur, 2022.

⁴ Isabelle Schmitz et Philippe Maxence, « Guerre d'Espagne, la mécanique du chaos », *Le Figaro Histoire*, 63, 2022.

qui, depuis longtemps maintenant, ont développé une expertise dégagée des interprétations passionnelles⁵. Comme si l'histoire, au fond, n'était qu'une querelle de mémoires entre droite et gauche.

Cette affaire est révélatrice de l'offensive idéologique menée contre l'histoire à des fins politiques, dans un but de revitalisation du nationalisme qui aboutit à la réhabilitation de dictatures d'extrême droite. En Europe, comme en Pologne ou en Italie, plusieurs faussaires de l'histoire se posent en contradicteurs d'une histoire qualifiée, c'est selon, d'« officielle » ou « de gauche »⁶. La France n'échappe pas à cette tendance : c'est même un phénomène de longue date en ce qui concerne l'histoire croisée de la Shoah et de Vichy, qui a fait l'objet d'une récente mise au point par Laurent Joly⁷. Le problème, remarque l'historien, ne vient pas tant de la recherche du débat et de la dénonciation d'approximations historiques (cela, de nombreux chercheurs sérieux s'y attachent), mais plutôt que cette démarche serve de caution à de la manipulation idéologique⁸. Cela ne s'arrête pas là car, en dépit des objectifs annoncés, les polémistes de Franco ou de Pétain partagent les mêmes insuffisances méthodologiques : absence de recoupement des sources, de prise en compte de l'historiographie, voire distorsion du sens de documents d'archives sortis de leur contexte. La fausse information est préférée au savoir cumulatif de l'histoire, produit d'un débat sérieux, documenté et discuté avec méthode au sein d'un collectif scientifique.

Par son opposition aux principes qui font la science et par sa teneur idéologique, cette démarche fait le lit de l'extrême droite. À l'heure où les initiatives semblables sont toujours plus nombreuses et dialoguent entre elles, par-delà les frontières, cet article questionne les enjeux qu'elles posent pour l'avenir de nos démocraties et réfléchit aux postures que nous, chercheur·es spécialistes de l'Espagne mais historien·nes avant tout, pouvons et devons occuper au sein de la société.

⁵ Emilio Silva Barrera, « Ce révisionnisme qui veut blanchir le génocide du dictateur Francisco Franco », *Le Figaro*, 22 août 2022.

⁶ Frédéric Zalewski, « Le PiS, ou l'invention de la mémoire identitaire », *Revue d'études comparatives Est - Ouest*, 51 (1), 2020, p. 7-26 ; Mirco Dondi, *La lunga liberazione. Giustizia e violenza nel dopoguerra italiano*, Rome, Riuniti, 2004 ; Xavier Tabet, « Resistencia y revisionismo en Italia. Las "revelaciones" de Giampaolo Pansa », in Carlos Forcadell, Ignacio Peiró et Mercedes Yusta (dir.), *El pasado en construcción. Revisionismos históricos en la historiografía contemporánea*, Saragosse, Institución Fernando el Católico, 2015, p. 207-230.

⁷ Laurent Joly, « Anatomie d'une falsification historique. Lecture d'un récent pamphlet sur Vichy et la Shoah », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 70 (3), 2023, p. 151-171.

⁸ *Ibid.*, p. 151-154.

L'Espagne, observatoire des manipulations de l'histoire

En matière de manipulation de l'histoire, l'Espagne fournit un exemple intéressant à analyser. Au sud des Pyrénées, l'émergence dès la fin des années 1990 d'un mouvement dit « de récupération de la mémoire historique », qui demandait la reconnaissance officielle des crimes du franquisme, provoqua une réaction de réhabilitation de la dictature de la part de nombreux polémistes qui, lors de cette entreprise, ont négligé les méthodes acquises de croisement et de critique des sources. Ces publicistes, négationnistes au sens propre du terme, se posent en héritiers des discours produits par les propagandistes qui ont tâché d'asseoir la légitimité du régime franquiste.

Aujourd'hui discrédité, Pío Moa est un cas exemplaire de la cohorte de plumes qui, sous couvert d'une production qui se veut référencée et érudite, produisent un discours à la fois orienté et falsifié. Publié en 2003, son ouvrage sur *Les Mythes de la guerre civile (Los mitos de la Guerra Civil*, traduit en français) aurait rapidement atteint les 300 000 exemplaires vendus au sud des Pyrénées. Malgré la réaction immédiate d'historiens comme Alberto Reig Tapia ou Enrique Moradiellos, prenant la forme d'un fastidieux exercice de *fact checking*⁹, le polémiste s'est gargarisé de son succès éditorial pour se construire une légitimité auprès du grand public. S'il n'est pas le premier à user de l'histoire à des fins idéologiques, il a créé des émules, au point qu'on qualifie de « Moas » les polémistes de même nature¹⁰.

Parmi les nombreux thèmes traités, Pío Moa revient sur les origines de la guerre civile et certains épisodes de violence, comme la tuerie de Badajoz (août 1936) ou le bombardement de Guernica (avril 1937). Le premier cas illustre assez bien les méthodes employées par le polémiste pour falsifier l'interprétation historique du passé¹¹. Dans son livre, Pío Moa s'attache à nier la réalité du massacre de plusieurs milliers de prisonniers dans les arènes et plusieurs points de la ville investie par les troupes du général Juan Yagüe le 14 août 1936¹². Il s'agirait, selon lui, d'une invention de plusieurs journalistes (Mário Neves, Jay Allen, Jacques Berthet et Marcel Dany), marqués à gauche ou hostiles aux franquistes, entrés dans Badajoz plusieurs jours après la prise de la ville, se copiant les uns les autres et gonflant artificiellement le nombre de victimes jusqu'à atteindre 4 000 morts. D'après Pío Moa, il n'y aurait eu au total que 200 à 600 exécutions durant tout le mois d'août à Badajoz. Si le nombre exact de victimes

⁹⁹ Alberto Reig Tapia, *Anti - Moa . La subversión neofranquista de la Historia de España*, Barcelone, Ediciones B, 2006 ; Enrique Moradiellos, *1936. Los mitos de la Guerra Civil*, Barcelone, Península, 2004.

¹⁰ Angel Munárriz, « La victoria de "los moas". El revisionismo alcanza la cúspide de la derecha española », *Infolibre*, 3 juillet 2021.

¹¹ Francisco Espinosa Maestre, *El fenómeno revisionista o los fantasmas de la derecha española (sobre la matanza de Badajoz y la lucha en torno a la interpretación del pasado)*, Badajoz, Del Oeste Ediciones, 2005.

¹² P. Moa, *Les Mythes de la guerre d'Espagne*, op. cit., p. 344-365.

reste difficile à établir, car elles n'étaient que très rarement inscrites sur les registres civils, l'historien espagnol Francisco Espinosa Maestre considère néanmoins l'estimation de 4 000 morts comme « plutôt raisonnable¹³ ». Il replace surtout ce massacre dans la continuité de la répression massive pratiquée par la « colonne de la mort » du général Yagüe et par les troupes franquistes progressant depuis Séville en direction de Madrid. Cette répression, qui emprunte aux méthodes de « pacification » expérimentées dans les guerres coloniales au Maroc, cause près de 58 000 morts en Andalousie et en Estrémadure, dont près de 9 000 dans la seule province de Badajoz¹⁴. Le choix de Moa de déconstruire le « mythe » du massacre de Badajoz n'est pas anodin. Par son retentissement international immédiat, ce dernier s'est imposé comme un symbole de la terreur franquiste, amenant certains des soutiens initiaux du coup d'État militaire, comme François Mauriac, à prendre leurs distances¹⁵. En mettant en doute l'existence même du massacre, le faussaire espagnol cherche en réalité à mettre en doute l'ampleur de la terreur franquiste dans son ensemble.

La version donnée au bombardement Guernica par l'aviation italienne et allemande, le 26 avril 1937, est elle aussi exemplaire des manipulations du polémiste espagnol¹⁶. La destruction de la ville basque a vite été imputée (à tort), par la propagande franquiste, aux « rouges », accusés d'avoir incendié la ville pour protéger leur retraite. Cette version officielle du régime a été reprise et diffusée par la presse, les diplomates et les historiens franquistes dès la guerre civile et au-delà¹⁷. La thèse de l'incendie volontaire avait pourtant été discréditée au lendemain du bombardement, et ne dit rien de la destruction de 71 % de la ville à la suite de raids aériens (bombes explosives et incendiaires, puis opérations de mitraillage) destinés à démoraliser la population basque, afin de hâter sa reddition¹⁸. Il faut attendre 1977 et la fin du régime pour

¹³ Francisco Espinosa Maestre, *La columna de la muerte. El avance del ejército franquista de Sevilla a Badajoz*, Barcelone, Crítica, 2017 [2003], p. 228-262.

¹⁴ Paul Preston avance ainsi le nombre de 47 399 victimes en Andalousie et de 10 594 en Estrémadure : Paul Preston, *The Spanish Holocaust. Inquisition and Extermination in Twentieth - Century Spain*, Londres, Harper Press, 2013, p. 665. Le nombre de victimes de la province de Badajoz est extrait de Francisco Espinosa Maestre (dir.), *Violencia roja y azul. España, 1936 - 1950*, Barcelone, Crítica, 2010, p. 77. Sur l'origine coloniale de la répression franquiste et de ses méthodes, voir Sebastian Balfour, *Deadly Embrace. Morocco and the Road to the Spanish Civil War*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

¹⁵ Au lendemain du massacre, l'écrivain français s'élève en effet contre « les exécutions en masse des vaincus » et contre « l'extermination de l'adversaire ». François Mauriac, « Chronique – Badajoz », *Le Figaro*, 18 août 1936.

¹⁶ P. Moa, *Les Mythes de la guerre d'Espagne, op. cit.*, p. 451-474.

¹⁷ Herbert R. Southworth, *La Destruction de Guernica. Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, Paris, Ruedo Ibérico, 1975.

¹⁸ Josep Maria Solé i Sabaté et Joan Villarroja, *España en llamas. La guerra civil desde el aire*, Madrid, Temas de Hoy, 2003, p. 191-207 ; Xabier Irujo, « Gernika, un experimento de guerra », in *Bombardeos en Euskadi (1936 - 1937)*, Argitaletxea, Gernikako Bakearen Museoa Fundazioa/Gernikako Bonbardaketari buruzko Dokumentazio Zentrua, 2017, p. 193-216 ; Xabier Irujo, *Gernika, 1937. The Market Day Massacre*, Reno, University of Nevada Press, 2015.

que cette version soit remise en question¹⁹. Cependant, l'importance médiatique et symbolique du bombardement a obligé les défenseurs du régime franquiste à opter pour une version édulcorée qui ne consistait plus à nier l'existence du bombardement par les alliés de Franco, Légion Condor en tête, mais plutôt à revoir le nombre de victimes à la baisse tout en dissociant le dictateur de cette prise de décision, dans le but de blanchir le régime de toute responsabilité directe²⁰. Si celle de Franco est difficile à documenter pour cet épisode précis, l'historiographie tombe d'accord pour dire qu'il était en principe averti de tous les bombardements, qui furent nombreux et tout aussi meurtriers que celui de Guernica²¹. Les commandements de la légion Condor et de l'Aviación Legionaria italienne agissaient en coordination étroite avec l'état-major espagnol, définissant chaque jour avec ce dernier le planning et la nature des raids, ainsi que les cibles à atteindre²². Du reste, le commandant de la légion Condor, le général Sperrle, se trouvait directement sous les ordres du général Franco, à l'égard duquel il témoignait d'une attitude déferente et d'un respect hiérarchique²³. Enfin, le dictateur espagnol n'a jamais caché que les bombardements sur les villes républicaines furent toujours effectués sur décision de son état-major²⁴.

Sous couvert de révision historiographique, Pío Moa réalise un travail idéologique en défense du régime franquiste. En apparence, le récit fragmentaire (un ensemble de courts chapitres sans cohérence globale) prend la forme d'un exercice de *fact checking* plutôt neutre et centré sur les faits, ce qu'il n'est pas. En réarticulant les éléments de la propagande officielle du régime franquiste, en extrayant certaines citations et faits de leur contexte, le polémiste entend discréditer la Seconde République (1931-1939), premier régime parlementaire espagnol, tout en allégeant le poids des crimes commis par le camp de Franco durant la guerre civile. L'objectif, qui n'est jamais véritablement assumé de front, est simple : rendre le gouvernement républicain responsable du coup d'État militaire de juillet 1936 et de la guerre qui s'ensuit pour, de cette façon, disculper la dictature. Voilà qui n'est pas sans rappeler le travail entrepris de longue date par les défenseurs du régime de Vichy qui, en réactivant la théorie dite du

¹⁹ Paloma Aguilar Fernandez, *Memoria y olvido de la guerra civil española*, Madrid, Alianza, 1996, p. 273-278.

²⁰ A. Reig Tapia, *Anti - Moa*, op. cit., p. 287-296.

²¹ Ainsi, le bombardement de Guernica s'inscrit à la suite d'une campagne de destruction qui vise d'autres villes basques, comme Durango et Eibar.

²² X. Irujo, *Gernika, 1937*, op. cit., p. 75-79.

²³ Paul Preston, *Franco. Caudillo de España*, Barcelone, Debolsillo, 2019 [2004], p. 273.

²⁴ Outre le fait qu'il revendiqua l'ordre de détruire Durango devant l'ambassadeur italien Roberto Cantalupo, il déclara en 1967 à son cousin Francisco Franco Salgado-Araujo que « tous les bombardements se faisaient toujours par une décision spéciale du commandement espagnol ». P. Preston, *Franco*, op. cit., p. 276 et p. 339.

« bouclier », présentent Pétain et son régime en protecteurs des Français et cherchent, pour cela, à atténuer leurs responsabilités dans les persécutions des Juifs français²⁵.

Le succès de ces faussaires est avant tout une affaire de discours. La stratégie, séduisante pour les lecteurs, consiste à proposer une version au goût du jour du roman national franquiste. Comme d'autres, Pío Moa s'est attaché à procéder ainsi pour la guerre civile, tout en se posant en pourfendeur d'une histoire « officielle » (entendez « universitaire et scientifique »). L'argument a de quoi surprendre dans la mesure où, depuis la guerre civile et au cours de la dictature, les franquistes avaient réussi à fonder leur récit sur les violences et les causes du conflit, narration dont bien des éléments ont perduré après la fin du régime, jusqu'à être dissous par la recherche. Contrairement à ce que Pío Moa et ses acolytes avancent, leurs enquêtes n'apportent rien de neuf à l'état des connaissances sur la guerre civile : elles recyclent au contraire des représentations forgées par les propagandistes, puis par les historiens officiels du régime franquiste²⁶.

Si la polémique Moa a pris, c'est aussi parce qu'elle se nourrit de poncifs qui, à force d'être répétés, ont pris des allures de vérité. À force de dénoncer l'instabilité politique en République, au temps du Front populaire, les thuriféraires du régime franquiste sont parfois parvenus à faire oublier que ce sont des militaires qui, les 17 et 18 juillet 1936, ont procédé à un coup d'État dont le semi-échec a donné lieu à une guerre. La perspective d'un danger communiste en Espagne a été agitée avant le coup d'État pour le justifier, puis, durant la guerre civile, pour le légitimer. Cette idée a été brandie avec force après la Seconde Guerre mondiale alors que le régime, qui tentait de survivre dans un monde hostile, menait une opération de blanchiment visant à faire oublier ses origines fascistes et l'alliance avec les puissances de l'Axe. La guerre froide acheva de consolider la propagande franquiste, qui faisait de l'Espagne un rempart précoce contre le communisme, et Franco intégra le bloc occidental. D'autant que la propagande n'avait eu de cesse de dénoncer la « terreur rouge », à savoir les exécutions sommaires commises au cours de la guerre civile par les révolutionnaires. La responsabilité des conspirateurs dans le déclenchement de la guerre disparaissait ainsi sous le poids des atrocités dont le régime reportait l'entière responsabilité sur les vaincus.

Le discours antisoviétique ayant bonne presse à l'étranger, les auteurs antistaliniens participaient aussi à la dénonciation des immixtions russes en Espagne ou de l'abandon de la République par l'Union soviétique. Longtemps dominante, l'historiographie américaine, portée par des auteurs tels Hugh Thomas, Richard Robinson ou Stanley Payne n'a pas remis en

²⁵ L. Joly, « Anatomie d'une falsification historique », art. cité, p. 154-167.

²⁶ Sur cette « histoire officielle » : É. Richard et C. Vorms, « Transition historiographique », art. cité, p. 15-16.

question les dénonciations d'un danger « rouge » qui aurait pesé sur l'Espagne ; elle a même insisté, pour ces deux derniers, sur la responsabilité des gauches dans l'éclatement de la guerre civile²⁷. Stanley Payne est ensuite allé plus loin en accusant le gouvernement du Front populaire d'avoir fait délibérément éclater la guerre civile²⁸ ou en participant à un ouvrage édité par l'extrême droite espagnole contre la mémoire dite « de gauche »²⁹.

En somme, les communistes ont longtemps été au centre des discours, ce qui a minoré le rôle joué par d'autres forces politiques tout en exagérant leur agentivité, certes bien réelle, en Espagne. Ancien témoin des événements, le journaliste Burnett Bolloten illustre à l'extrême cette position hostile au Parti communiste espagnol dans son analyse du conflit³⁰. Le discours alternatif de la réconciliation, qui émergea dans les années 1960 pour devenir le récit fondateur de la transition vers la démocratie, ne remet pas en cause ces éléments clés du schéma narratif franquiste, qui réussit à s'imposer durablement. La guerre y devenait une « tragédie fratricide », où des crimes avaient été commis par les deux camps : la faute collective diluait la responsabilité criminelle de chacun et, surtout, celle des vainqueurs. C'est pourquoi rouvrir aujourd'hui le débat sur les violences de la guerre civile et de la dictature est si difficile pour les forces politiques de droite, qui préfèrent se contenter de brandir l'équivalence des responsabilités sous prétexte de ne pas remuer le passé.

Développés par des historiens officiels du régime puis repris par des publicistes, ces éléments de discours font système. Ils ont été enseignés à l'école, entendus chez soi ou lus chez d'autres, et font sens pour le lecteur espagnol : après tout, cela ne fait que conforter une vision déjà installée par un roman national qui a trouvé des relais au sein de la mémoire officielle, familiale ou pseudoscientifique pendant et après la dictature. Comme l'ont remarqué il y a près de vingt ans deux historiens auteurs d'un livre intitulé *La Guerre qu'on nous a racontée. 1936 et nous*, la génération née dans la dernière décennie du franquisme, aujourd'hui quinquante voire sexagénaire, n'a pas bénéficié (sauf exception) d'un enseignement sur la guerre et le franquisme

²⁷ Hugh Thomas, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Robert Laffont, 1961 ; Richard A. H. Robinson, *The Origins of Franco's Spain. The Right, the Republic and Revolution, 1931 - 1936*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1970 ; Stanley Payne, *The Spanish Revolution*, New York, W. W. Norton, 1969. Références citées dans : É. Richard et C. Vorms, « Transition historiographique ? », art. cité, p. 22.

²⁸ Violeta Aguado, « Las otras perlas del historiador que justifica el golpe de Franco y al que Defensa promociona », *elDiario.es*, 9 mars 2016, en ligne.

²⁹ Voir l'article de promotion de Hermann Tertsch, Francisco José Contreras, Stanley G. Payne, Fernando Sánchez Dragó, Pedro Carlos González Cuevas, Angel David Martín Rubio, Alfonso Ussía, Jesús Lainz, Luis E. Togores, Miguel Platón, Javier Barraycoa, Alberto Bárcena, José Manuel Otero Novas, Jesús Palacios et Pedro Fernández Barbadillo, « La Gaceta regala a sus lectores el libro definitivo que desmonta la "Memoria Histórica". Contra el memorialismo de la izquierda, rigor histórico », *La Gaceta de la Iberosfera*, 23 février 2021.

³⁰ Burnett Bolloten, *The Grand Camouflage The Communist Conspiracy in the Spanish Civil War*, Londres, Hollis & Carter, 1961.

à l'école³¹. Par conséquent, seuls celles et ceux qui ont poursuivi des études d'histoire à l'université, soit une part infime de cette génération, ont pu aborder ce passé sur la base de connaissances scientifiques. Les récits familiaux imprégnés du roman national franquiste ont pu ainsi perdurer sans contestation, sauf pour les client·es des librairies proposant des ouvrages écrits par des universitaires. Pour les générations suivantes, on sait que de nombreux manuels colportent malheureusement encore une version très édulcorée passant sous silence la portée et la dimension des crimes de masse du franquisme. Ce qui l'emporte, c'est le récit dépolitisé de la « guerre fratricide » comme « folie collective » terminée en 1939, après quoi la période suivante ne peut apparaître que comme une période de paix, certes autoritaire, mais débouchant heureusement sur la démocratie.

Ainsi, loin de la nouveauté promise par les pseudo-historiens prétendant renverser les « mythes » universitaires au nom de la « vérité des archives », se love la paresse des vieilles idées. Cette remarque ne vaut d'ailleurs pas pour la seule guerre civile mais aussi pour d'autres thèmes chers à la droite conservatrice espagnole, tels que la « Reconquête » de l'Espagne contre les Maures à l'époque médiévale ou la colonisation des Amériques³². Dans ce domaine, il ne fait guère de doute que les polémiques se signalent plus souvent par leur « présentisme », dirait François Hartog³³, que par leur rapport au passé : le militant d'extrême droite Ortega Smith, par exemple, valorise l'héritage de la « Reconquête » en considérant que celle-ci « n'est pas terminée » quand Vox, son parti, multiplie les analogies entre cet épisode et la situation actuelle lors de spectacles et de manifestations publiques³⁴.

Aujourd'hui, les publicistes sont nombreux à réinvestir un regard empêché, selon eux, sur le passé. Dénonçant une nouvelle « légende noire » de l'Espagne, ils se font les contempteurs d'une « repentance » à laquelle ils seraient obligés par les cercles universitaires et les milieux associatifs ou militants³⁵. Cela revient finalement à jouer sur l'émotion par coups de sonde, comme sait le faire l'extrême droite depuis quelques années³⁶. De tels procédés se déclinent sur

³¹ Pablo Sánchez León et Jesús Izquierdo Martín, *La guerra civil que nos han contado. 1936 y nosotros*, Madrid, Alianza Editorial, 2006.

³² Ici comme pour la période contemporaine, la mauvaise qualité des manuels n'est pas seule en cause : un récent projet éditorial a eu pour ambition de mettre à jour les connaissances des enseignant·es espagnol·es actuel·les en partant du constat que leur parcours universitaire ne les avait pas forcément totalement libérés de certains aspects mythifiés du roman national : Daniel Jiménez Martín, *La primera mentira. Mitos y relatos distorsionados en la enseñanza de la historia*, Madrid, Postmetropolis Editorial, 2022.

³³ François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*, Paris, Seuil, 2003.

³⁴ Jesús Casquete (dir.), *Vox frente a la Historia*, Madrid, Akal, 2023, p. 20-21 et p. 38-42.

³⁵ Nous signalons, au sein de ces nombreux ouvrages, la publication très vendue de la philologue María Elvira Roca Barea, *Imperiofobia y leyenda negra. Roma, Rusia, Estados Unidos y el Imperio Español*, Madrid, Siruela, 2021 [2016].

³⁶ Steven Forti, *Extrema Derecha 2.0. Qué es y cómo combatirla*, Madrid, Siglo XXI, p. 118-120.

plusieurs terrains, tels les débats sur l'esclavage et sur le sort à réserver aux statues de militaires responsables de massacres (à l'instar du maréchal Bugeaud en Algérie) qui n'ont pas tardé à déboucher sur des accusations à l'égard de supposés censeurs³⁷. Comme l'a signalé Bertrand Tillier, les actes de déboulonnage, de destruction ou de détournement des statues sont plutôt le signe d'une nouvelle prise de parole *par et sur* un patrimoine collectif – en somme, tout ce qui est nécessaire à un débat démocratique³⁸.

Si cette attaque contre une histoire « officielle » ou « obligée » produit son effet, c'est aussi car elle s'inscrit dans un agenda politique. En Espagne, la publication de l'ouvrage phare de Pío Moa est survenue en pleine querelle mémorielle sur les victimes de la guerre civile, alors que l'historiographie universitaire avait fait d'importants progrès dans l'examen de la répression franquiste pendant la guerre et l'après-guerre, démontant la plupart des mythes propagés par la narration du régime. C'est au tournant du siècle qu'a émergé en effet le mouvement dit de « récupération de la mémoire historique » porté par des collectifs citoyens qui remettaient en cause le récit hégémonique du passé. Il s'était incarné dans le processus d'ouverture des fosses communes et d'exhumation des ossements – plus de 100 000 corps y reposeraient encore.

Ce choc visuel et médiatique s'est d'abord produit en dépit de la résistance du Parti populaire (PP), principal parti de la droite espagnole, qui s'appuyait sur une majorité absolue au Parlement. Le parti s'est opposé au bouleversement narratif induit par ces exhumations, et a fait au contraire de la revendication du passé glorieux de l'Espagne un de ses fers de lance, soutenant, grâce à son emprise médiatique, les discours de Pío Moa. Arrivé au pouvoir en 2004, le gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero a pris en compte une partie des revendications mémorielles, à travers la « loi de mémoire historique » adoptée en 2007. Si, à gauche, ce texte a été jugé timide (rien de concret, par exemple, ne facilitait les exhumations), il constituait un encouragement à la poursuite des recherches universitaires et associatives sur les victimes de la guerre et de la dictature. Même si elle s'inscrivait dans l'esprit de réconciliation propre à la transition démocratique (on parle de « victimes » sans dire lesquelles ni désigner le moindre perpétrateur), beaucoup ont considéré que cette loi remettait en question cette aspiration à la concorde. Le récit dominant, qui dépassait largement les rangs des néo et philo-franquistes, était bousculé par ces initiatives mémorielles qui rencontraient les travaux des historiens, à l'audience grandissante dans l'espace public.

³⁷ Voir par exemple Johann Michel, *Devenir descendant d'esclave. Enquête sur les régimes mémoriels*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, p. 179 ; Jacqueline Lalouette, *Les Statues de la discorde*, Paris, Passés composés, 2021, p. 91-128.

³⁸ Bertrand Tillier, *La Disgrâce des statues. Essai sur les conflits de mémoire, de la Révolution française à Black Lives Matter*, Paris, Payot, 2022, p. 135-136.

Face à ces demandes sociales perçues comme menaçantes, la droite nostalgique s'est trouvée poussée à l'offensive. L'éclipse de Pío Moa au milieu des années 2010 a été pour une bonne part liée à un changement de stratégie politique de la part de la direction du PP, dont le dirigeant Mariano Rajoy choisit alors de ne plus invoquer les mânes de la mémoire franquiste. Pourtant, les mêmes discours sont restés un produit de consommation politique courant et, à partir de la fin de la même décennie, ont constitué la base de la propagande de Vox, parti d'extrême droite apparu en 2014 et qui, depuis, tire le PP vers ses positions. Malgré la forte mobilisation à droite, le gouvernement socialiste de Pedro Sánchez, arrivé au pouvoir en 2018, a porté une nouvelle loi de « mémoire démocratique » adoptée à l'automne 2022 pour pallier les manques de la première. Attirées par un discours perçu comme contestataire, de jeunes générations se prennent de nostalgie pour un régime qu'elles n'ont pas connu et se trouvent séduites par les postures de Vox.

L'histoire européenne, cible des dérives antidémocratiques

Si l'Espagne représente un observatoire par excellence des instrumentalisation de l'histoire, il n'y a pas que dans la péninsule Ibérique que des idéologues défendent le legs des dictatures et cherchent à diluer les responsabilités des bourreaux. En France, Éric Zemmour s'est spécialisé (entre autres) dans la réhabilitation du régime de Vichy. Ce faisant, c'est aussi un discours contre les musulmans vivant actuellement en France qu'il porte³⁹. En Italie, depuis le début des années 1990 et en particulier pendant les années Berlusconi, on assiste à une mise en question de ce que l'on nomme la « vulgate antifasciste » qui interroge aussi bien le récit de la résistance contre le fascisme que les racines antifascistes de la République italienne. Sur le plan historiographique, les historiens se sont querellés au sujet de la *resa dei conti*, expression utilisée en Italie pour faire allusion aux exécutions, assassinats ou massacres perpétrés par des membres de la résistance. Le journaliste Giampaolo Pansa, en particulier, s'est illustré dans une littérature qui « récupère » la mémoire des vaincus, c'est-à-dire des fascistes, présentés uniquement comme des victimes, dans des ouvrages qui mélangent la fiction et les données historiques et qui composent un « cycle des vaincus » qui s'est vendu à des dizaines de milliers d'exemplaires. L'entreprise éditoriale culmine dans le discrédit d'une résistance présentée comme criminelle, et d'un après-guerre qui aurait mis l'Italie à feu et à sang, contrairement à

³⁹ Laurent Joly, *La Falsification de l'histoire. Éric Zemmour, l'extrême - droite , Vichy et les Juifs*, Paris, Flammarion, 2022, p. 149-153.

ce que raconterait le « grand mensonge » de la « vulgate antifasciste » sur laquelle se serait construite la démocratie italienne⁴⁰. L'histoire se transforme ainsi en arme antidémocratique. Pour les polémistes de tous pays, il s'agit de déstabiliser le récit antifasciste consensuel qui, à partir de 1945, a servi à reconstruire une identité européenne. Dans les années 2000, l'élargissement de l'Union européenne à l'Est a contribué à sa remise à plat pour faire une place aux récits des ex-dictatures communistes qui complexifiaient l'approche de la lutte antifasciste et des violences du passé, remettant au goût du jour le paradigme antitotalitaire qui avait connu ses heures de gloire sous la guerre froide et donnant un nouvel élan à la rhétorique classique de la criminalisation des « rouges »⁴¹. En transformant les anciens bourreaux en victimes ou en les mettant sur un pied d'égalité dans le cadre d'une approche forcément réductrice, polémistes et pseudo-historiens vont à l'encontre de la démarche scientifique. Ce faisant, ils participent pleinement à une réhabilitation des dictatures passées et, par ce biais, entendent justifier les attaques antidémocratiques actuelles. Pour cette raison, il n'est guère étonnant que les forces de gauche soient accusées d'être les responsables du « désordre » et donc, du basculement en guerre civile et/ou en dictature. De plus, la prise de conscience des conséquences de la globalisation, notamment lors de la crise économique de 2008, a participé d'un repli national ancré sur des épopées antérieures autrement glorieuses tout en accélérant le rapprochement entre les extrêmes droites européennes ainsi que la normalisation de leurs discours par le centre de l'échiquier politique.

Cette offensive idéologique se construit sur la base de liens forts entre les polémistes et idéologues de différents horizons. Manifestement, ces derniers lisent, traduisent et diffusent les travaux de leurs pairs. En France, l'écosystème est réduit mais reste particulièrement procréatif. Le Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE) d'Alain de Benoist, Jean Mabire et Dominique Venner a joué un rôle historique. Fondé en 1969 afin de porter le combat de l'extrême droite sur le terrain culturel, le GRECE a concentré ses efforts pour réunir les intellectuels d'extrême droite ouest-européens⁴². Considéré comme son héritier, l'Institut Illiade a tâché de faire de même. Réunissant des acteurs du monde académique et des figures politiques d'extrême droite, cette officine participe à la promotion des travaux présentés comme nécessaires à une « prise de conscience européenne ». Elle compte pour cela des relais actifs auprès de revues spécialisées, à l'instar de *La Nouvelle Revue d'histoire* qui, durant l'été

⁴⁰ X. Tabet, « Resistencia y revisionismo en Italia », art. cité.

⁴¹ Laure Neumayer, *The Criminalization of Communism in the European Political Space after the Cold War*, Londres, Routledge, 2020.

⁴² Andrea Mammone, *Transnational Neofascism in France and Italy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 158-161.

2006, a consacré son numéro anniversaire de la guerre d'Espagne aux « nouveaux historiens indépendants », parmi lesquels Pío Moa⁴³.

À cela s'ajoute la participation d'éditeurs d'extrême droite et d'influenceurs qui, sur les réseaux sociaux ou par le biais de blogs, effectuent un travail de veille et de promotion à destination du grand public. Éditeur notamment de Pío Moa, L'Artilleur œuvre à la traduction d'ouvrages comme celui que Paul Gottfried, membre de l'Alt Right américaine, a consacré au fascisme⁴⁴. Préfacé par Stanley Payne, l'ouvrage est traduit par Arnaud Imatz, un auteur qui a aussi écrit les lignes introductives de la traduction de l'ouvrage de Pío Moa en français. Ce dernier représente un exemple éclairant des liens forts unissant les réseaux franco-espagnols de l'extrême droite. Correspondant français de la Real Academia de la Historia, cet ancien fonctionnaire de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a publié de part et d'autre des Pyrénées ses textes sur José Antonio Primo de Rivera, leader de la Phalange, le parti espagnol d'inspiration fasciste⁴⁵. Il apparaît comme l'un des principaux passeurs entre les Nouvelles Droites française et espagnole qui, combinées au traditionalisme catholique et à l'ultranationalisme, nourrissent idéologiquement Vox⁴⁶. En 1993, Arnaud Imatz a coordonné *La Guerre d'Espagne revisitée*, un ouvrage réunissant plusieurs historiens officiels du régime qui se clôt sur le témoignage de Ramón Serrano Súñer, beau-frère par alliance de Franco et partisan de la nazification du régime au début des années 1940⁴⁷. Dans la préface de cet ouvrage, Pierre Chaunu, historien reconnu pour ses travaux sur la monarchie espagnole moderne, fustigeait la gauche qui, selon lui, aurait établi « plusieurs lieux privilégiés du mensonge » (le « génocide franco-français de l'Ouest et de la Vendée », la révolution russe et la guerre d'Espagne), raison pour laquelle l'œuvre d'Arnaud Imatz serait la seule pouvant être considérée comme fiable et équilibrée⁴⁸. Ce dernier se réclame aujourd'hui d'une filiation amicale et intellectuelle avec son ancien préfacier, qui, non seulement se trouverait à l'origine de l'ouvrage⁴⁹, mais l'aurait mis en garde contre la « redoutable puissance » du « lobby des hispanistes français », c'est-à-dire de chercheurs supposément gagnés à la propagande officielle

⁴³ « 1936-2006. La guerre d'Espagne », numéro spécial, *La Nouvelle Revue d'histoire*, 25, 2006.

⁴⁴ Paul Gottfried, *Fascisme, histoire d'un concept*, Paris, L'Artilleur, 2021

⁴⁵ Arnaud Imatz, *José Antonio. La Phalange espagnole et le national - syndicalisme*, Paris, Godefroy de Bouillon, 2000.

⁴⁶ Arsenio Cuenca Navarrete, « The Spanish and French Far Rights in Their Quest for a New Traditionalist Order », *Journal of Illiberalism Studies*, 3 (1), 2023, p. 85-103.

⁴⁷ Arnaud Imatz (dir.), *La Guerre d'Espagne revisitée*, Paris, Economica, 1993.

⁴⁸ Pierre Chaunu, « Préface », in A. Imatz (dir.), *La Guerre d'Espagne revisitée*, *op. cit.*

⁴⁹ Selon Arnaud Imatz, Pierre Chaunu lui aurait fourni « aide et encouragements ». Arnaud Imatz, « Introduction pour le lecteur francophone », in P. Moa, *Les Mythes de la guerre d'Espagne*, *op. cit.*, p. 33.

communiste⁵⁰. Cette dénonciation d'une histoire officielle « rouge » n'est pas sans rappeler d'autres initiatives comme en Pologne, où le parti ultraconservateur Droit et Justice a attaqué une histoire « de gauche » considérée comme hégémonique⁵¹, ou en Hongrie, où l'Université centrale européenne de Budapest a fait l'objet d'attaques de la part du gouvernement de Viktor Orbán qui la considérait comme trop libérale et acquise aux intérêts de l'étranger⁵².

Loin de ne s'attaquer qu'à la guerre civile, politiques, auteurs, éditeurs et influenceurs déploient leurs actions dans plusieurs directions. En témoignent par exemple les collections de L'Artilleur qui multiplie les publications polémiques marquées à l'extrême droite et se spécialise dans la publication d'ouvrages covidosceptiques, climatosceptiques ou portés sur la dénonciation d'un « grand remplacement ». Si l'on ne peut se risquer à une revue exhaustive, tant la maison fondée en 2006 est proactive, le livre de Pierre Chaillot sur « la vérité » du Covid-19, devenu une référence des complotistes⁵³, ou les ouvrages de François Gervais, professeur émérite de physique et négateur du changement climatique, donnent une idée de la surface couverte par l'entreprise⁵⁴. Dans ses rayons d'histoire, cet éditeur compte l'ouvrage de Jean-Marc Berlière, Emmanuel de Chambost et René Fiévet dont Laurent Joly a démontré la portée idéologique et falsificatrice⁵⁵. La voix est aussi donnée à Charles Onana, un journaliste ayant fait l'objet d'une plainte de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme pour négation du génocide des Tutsis (2019) et d'une mise en examen pour contestation du crime de génocide au Rwanda (2022). Certes Charles Onana est présumé innocent, mais son activisme en vue de mettre en doute le génocide des Tutsis au Rwanda (1994) a cependant été bien documenté⁵⁶. Son ouvrage chez L'Artilleur sur un *Holocauste au Congo* procède par la bande, puisqu'il accuse les Tutsis (victimes du génocide) d'un « plan secret » contre le Congo voisin, cela depuis 1994 et jusqu'à aujourd'hui⁵⁷. Ce procédé de contournement ne le prive pas de disqualifier le génocide (déguisé

⁵⁰ Entretien d'Arnaud Imatz avec Philippe Maxence, « Pío Moa. Une polémique espagnole devenue franco-française », *L'Homme nouveau*, 15 décembre 2022, [en ligne](#).

⁵¹ F. Zalewski, « Le PiS, ou l'invention de la mémoire identitaire », art. cité, p. 13-14.

⁵² Marc Santora, « George Soros-Founded University Is Forced Out of Hungary », *The New York Times*, 6 décembre 2018.

⁵³ Stéphanie Benz, « "Covid-19, ce que révèlent les chiffres officiels". Le livre qui plaît aux complotistes », *L'Express*, 27 février 2023.

⁵⁴ François-Marie Bréon, « Les contre-vérités du dernier pamphlet climatosceptique », *Le Monde*, 28 octobre 2013. Depuis 2018, François Gervais a publié quatre ouvrages chez L'Artilleur, dont *L'Urgence climatique est un leurre* (2018) ou *Impasses climatiques. Les contradictions du discours alarmiste sur le climat* (2022).

⁵⁵ L. Joly, « Anatomie d'une falsification historique », art. cité.

⁵⁶ Jean-Pierre Chrétien, « Dix ans après le génocide des Tutsis au Rwanda », *Le Temps des médias*, 5, 2005, p. 65-66 ; Mehdi Ba, « L'attentat du 6 avril 1994. Confusion, inversion, négation », *Cités*, 57, 2014, p. 68.

⁵⁷ Sur son rôle et ce procédé de réécriture, voir Hélène Dumas, « Banalisation, révision et négation. La "réécriture" de l'histoire du génocide des Tutsis », *Esprit*, 5, 2010, p. 85-102.

en « massacre » ou en « tragédie ») dont notre connaissance aurait selon lui été altérée par une « version officielle [...] tronquée », sinon un « récit hollywoodien »⁵⁸.

Pour la période médiévale, Al-Andalus a également suscité l'intérêt d'Arnaud Imatz. Dès 2016, ce dernier assure la promotion des écrits de Serafin Fanjul, qui entend dénoncer le mythe d'Al-Andalus comme un havre de tolérance et, surtout, relégitimer le concept de « Reconquête », utilisé par la propagande nationale-catholique franquiste. Membre honoraire de Defensa de la Nación Española (DENAES), un *think tank* ultranationaliste fondé par la dirigeante du PP Esperanza Aguirre en 2006 et qui a servi de base à la fondation ultérieure de Vox, Serafin Fanjul développe notamment le concept de *dhimmitude* : ce dernier, repris en 2016 par Philippe Conrad dans un numéro spécial de *La Nouvelle Revue d'histoire*, prétend que les non-musulmans d'Al-Andalus auraient été sujets à une politique d'apartheid⁵⁹. Invité à préfacer la traduction de l'ouvrage de Rafael Sánchez Saus aux éditions du Rocher, qui se situe dans la même veine que les travaux de Serafin Fanjul, Arnaud Imatz attaque le « citoyen-monde » ou « global », « individu hors-sol » produit selon lui par l'histoire transnationale ou mondialisée. À le suivre, « les Français se voient donc de plus en plus sommés de tourner le dos à leur identité passée et enjoins d'inventer une nouvelle francité, diverse, plurielle, métissée, centrée sur les cultures minoritaires, sur la réception indiscriminée des migrants, sur l'ouverture à l'Autre »⁶⁰. Face à ce qui est perçu comme un danger pour l'identité française ou européenne, la réaction est portée sur le terrain culturel, pour contrer la circulation des personnes, des idées et des objets. Voilà pourquoi histoires postcoloniales ou globales, qui promeuvent un récit décentré du regard impérial ou national, deviennent des cibles privilégiées.

Il convient dès lors de souligner ce que le récit de ces publicistes a de profondément réactionnaire, dans la recherche de racines, si vagues soient-elles. La lecture des préfaces et entretiens laisse entrevoir les cibles désignées : l'Europe des Lumières et la Révolution française, la révolution russe de 1917 et ses conséquences réelles ou supposées et la nouvelle Europe libérale érigée après 1945. Les éléments constituant l'identité politique des divers courants de gauche sont attaqués, dans un récit de réaction, au sens profond du terme, qu'il est nécessaire d'inscrire dans son temps long, mais aussi dans son contexte politique actuel.

Là se joue sûrement une singularité, dans la mesure où les partis conservateurs se radicalisent conjointement et avec force, de part et d'autre de l'Atlantique, où les formes de communication

⁵⁸ Soulignons que cet ouvrage a fait l'objet d'une grande publicité. Charles Onana, *Holocauste au Congo. L'Omerta de la communauté internationale*, Paris, L'Artilleur, 2023.

⁵⁹ A. Cuenca Navarrete, « The Spanish and French Far Rights... », art. Cite.

⁶⁰ Arnaud Imatz, « Avant-propos pour le lecteur francophone », in Rafael Sánchez Saus, *Les Chrétiens dans Al-Andalus. De la soumission à l'anéantissement*, Paris, Éditions du Rocher, 2019, p. 4 et suiv.

politique inventées par l'Alt Right aux États-Unis semblent avoir un caractère séminal. Ce phénomène met en jeu un système industriel de fabrication et de diffusion de fausses nouvelles, conjugué avec des appels directs à des mobilisations émotionnelles fortes, identitaires – nationalistes, mais aussi parfois religieuses ou masculinistes⁶¹. Les cibles, au-delà des groupes sociaux désignés comme boucs émissaires, sont souvent les institutions où se fabriquent les savoirs scientifiques indépendants sur la société.

En réalité, ceci pourrait constituer un point de départ : historiennes et historiens, nous ne sommes pas des spectateur·ices de l'agitation de faussaires ridicules ; nous sommes interpellés, en tant que citoyen·nes comme dans nos pratiques professionnelles, par ce même mouvement de grande ampleur. Les polémiques sur l'histoire vont croissant dans divers espaces publics et les attaques de l'Alt Right contre l'histoire, parmi les autres sciences humaines et sociales (SHS), ont pu être analysées récemment, dans le cas des États-Unis, en termes de déclin de la discipline⁶². Par ailleurs, ces mêmes propagandistes d'extrême droite, en baptisant « lutte contre le wokisme » l'agenda de contrôle inquisitorial sur les contenus enseignés, les objets ou les méthodes de la recherche, encouragent à relier ces deux questions et à le faire depuis une échelle d'observation très large.

Des faussaires en habits d'historien·nes

Face à ce type de manipulation de l'histoire, l'exercice de *fact checking* connaît des limites, que l'expérience espagnole de ce début de siècle a illustrées. À la question de savoir si cet exercice ne risque pas de donner de l'audience, et donc du crédit, aux nouveaux faussaires de l'histoire, la réponse n'est pas simple. De l'audience, sans doute pas : c'est bien une des caractéristiques de ces publicistes que de faire partie d'un écosystème médiatique configuré pour mêler le vrai au faux et influencer en profondeur la perception du monde par le public, ce que les maîtres à penser de l'extrême droite appellent leur « bataille culturelle », s'appropriant et renversant la pensée d'Antonio Gramsci⁶³. Du crédit, sans doute : en dépit de leurs dénégations répétées et de leurs attaques systématiques à l'encontre des universitaires, les faussaires de l'histoire ont besoin de l'élément de légitimation que confèrent les titres et les institutions ; et bien qu'il soit de plus en plus aisé de se faire breveter par des instituts Théodule avec la multiplication actuelle des officines universitaires privées, la recherche de l'homologation de la propagande comme une position historique parmi d'autres ne cesse pas.

⁶¹ S. Forti, *Extrema Derecha 2.0*, op. cit., p. 124-128.

⁶² Daniel Bessner, « The Dangerous Decline of the Historical Profession », *The New York Times*, 14 janvier 2023.

⁶³ A. Mammone, *Transnational Neofascism*, op. cit., p. 163-167.

La diffusion de faux, les traductions des pairs, la distorsion de la preuve et la réécriture des événements à des fins idéologiques n'ont en soi rien de nouveau. À la racine de la pensée réactionnaire, l'anglais John Robinson et le père Augustin de Barruel ont tâché de présenter la Révolution française comme le produit d'une conspiration des Illuminati⁶⁴. Augustin de Barruel, pour cela, n'a pas hésité à relayer un faux grossier, une lettre de Jean-Baptiste Simonini qui associe les Illuminati à une secte juive. Publié en 1806, réédité en 1878, ce faux a servi à reconstruire l'antisémitisme contemporain, véritable matrice complotiste d'envergure européenne sinon mondiale. La reprise du contenu et de la méthode par d'autres idéologues n'a depuis jamais cessé. Dénonciateur infatigable d'un « complot rouge » durant la guerre d'Espagne, le journaliste et politique Jacques Bardoux emprunte son étalage de la preuve documentaire à Arthur F. Loveday, un ultra-catholique spécialiste des conspirations maçonnique, juive et des Illuminati ; mais aussi à un journaliste phalangiste, Tomás Borrás⁶⁵. Pour les faussaires d'hier comme pour ceux d'aujourd'hui, il s'agit surtout de convaincre dans un souci de normalisation de leurs récits mensongers. Il faut à ce titre souligner avec force l'ineptie de résumer les échanges par ailleurs asymétriques entre scientifiques et propagandistes à un débat entre « chercheurs de droite et de gauche ». Comme l'a souligné Laurent Joly, leur dénonciation d'une histoire dite « officielle » sans nuances n'a pas lieu d'être dans la mesure où, en démocratie, la connaissance scientifique est un savoir cumulatif qui se corrige par petites touches au gré de nombreux débats⁶⁶. Des attaques de ce type ne s'arrêtent pas à l'histoire, puisque nous ne sommes pas ou plus la seule catégorie de scientifiques à être les cibles des usines à mensonges de l'Alt Right dans sa version récemment globalisée : d'autres disciplines sont attaquées, qu'elles concernent les savoirs liés à la santé ou ceux qui ont à voir avec l'analyse du changement climatique, ou bien, plus largement, les SHS comme on le voit depuis quelques années en France. C'est bien entre science et propagande obscurantiste que se situe l'alternative.

À ce titre, les débats espagnols ont montré à quel point pouvait être importante l'identification de l'histoire comme savoir critique et démocratique. D'une part, malgré des réserves initiales dans les années 2000, une majorité des collègues espagnols sont désormais convaincus du caractère fructueux de l'interaction entre la discipline et les groupements de citoyens qui s'appuient sur les savoirs universitaires dans la mise en œuvre d'un véritable travail de la

⁶⁴ Sur cet aspect, voir Pierre-Yves Beaurepaire, *Les Illuminati. De la société secrète aux théories du complot*, Paris, Tallandier, 2022.

⁶⁵ Catherine Breen, *La Droite française et la guerre d'Espagne (1936 - 1939)*, Genève, Éditions Médecine et hygiène, 1973, p. 41-47.

⁶⁶ L. Joly, « Anatomie d'une falsification historique », art. cité, p. 170.

mémoire à l'échelle nationale⁶⁷. Ce travail s'est imposé comme un des enjeux politiques du présent et cette prise de conscience se marque entre autres choses dans le changement de nom de la récente loi de mémoire d'« historique » à « démocratique ». D'autre part, à l'intérieur de la discipline, la nécessaire réflexion sur la complexité du rapport au passé a fait progresser la réflexivité en général⁶⁸. Ces phénomènes qui touchent notre discipline outre-Pyrénées ont leur correspondance en France, au-delà des différences de contexte.

En effet, avec les faux-monnayeurs, il ne faut pas seulement montrer que leurs billets sont faux, ce qui est toujours un préalable, même quand les faux sont grossiers. L'affirmation de l'histoire comme un savoir critique dont il s'agit de défendre la méthodologie et la position est en France aussi une réponse à des attaques virulentes, nées dans la mouvance de l'Alt Right internationale et normalisées depuis, jusque et y compris aux plus hauts échelons de la hiérarchie de l'exécutif⁶⁹. Cette observation sur la concomitance de ces phénomènes d'un pays à l'autre renvoie au fait qu'au-delà du rappel toujours bienvenu de l'ethos de rigueur et de l'impartialité scientifique qui est au cœur de notre discipline, il est regrettable qu'il ait fallu attendre que ces faussaires prennent une place plus importante en société pour que la divulgation du savoir devienne un sujet primordial d'attention. Le besoin d'expliquer en termes sociaux et politiques le phénomène dont Pío Moa est le nom est lié à la nouveauté que représente son succès considérable au point de convaincre une partie importante de l'opinion ; pour le reste, l'activité de faussaire en histoire n'est pas nouvelle.

Dans l'étiologie de ce succès, certains éléments sont liés aux conditions spécifiquement espagnoles de construction des savoirs sur la guerre civile et de leur diffusion, dont nous avons cherché plus haut à donner une idée. Il est toujours agréable de s'entendre confirmer ce que l'on sait, surtout quand cela aide à nous définir politiquement. Reste un autre phénomène, sans doute moins spécifiquement espagnol, ou plus intéressant pour la comparaison : le problème de la normalisation de ces mythographies nationalistes qui se présentent comme une revanche contre le « politiquement correct », avec l'ambition d'incarner le *bon sens* et le centre de l'arc politique.

⁶⁷ Au sens de cette expression de Maurice Halbwachs précisée par Marie-Claire Lavabre, « Maurice Halbwachs et la sociologie de la mémoire », *Raison présente*, 128, 1998, p. 47-56 ; *id.*, « Usages et mésusages de la notion de mémoire », *Critique internationale*, 7 (1), 2000, p. 48-57. Citons par exemple le master d'histoire publique de Jesús Izquierdo, à l'Université autonome de Madrid, ou le programme de Pablo Sanchez León (souvent en association avec Emilio Silva) au sein du Teatro del Barrio de Madrid.

⁶⁸ Ce progrès est aussi dû, ici comme ailleurs, au développement d'autres problématiques, au premier rang desquelles les études de genre.

⁶⁹ Claude Gautier et Michelle Zancarini-Fournel, *En défense des savoirs critiques. Quand le pouvoir s'en prend à l'autonomie de la recherche*, Paris, La Découverte, 2022.

Cette normalisation s'incarne dans deux espaces : la scène médiatique et la scène politique, souvent superposées. La prétention de ces faussaires à être des historiens repose sur leur identification comme telle par un système médiatique favorable et par un groupe plus large de publicistes néoconservateurs qui se parent du nom de vulgarisateurs et qui, en vendant leurs produits, participent très efficacement à la diffusion de la fausse monnaie. Mais au-delà des individus, il s'agit bien d'un *système* de promotion, dont a bénéficié Pío Moa. Cependant, la massivité de la promotion médiatique dont ces pseudo-historiens ont bénéficié (et bénéficient encore) ne représente qu'une partie de la question et peut laisser dans l'ombre un autre aspect qui concerne la fonction que ces personnages occupent dans le dispositif politique et médiatique dont ils sont un élément.

Ces derniers se placent en experts de l'idée nationale. Il s'agit d'intellectuels tels que l'a défini Zygmunt Bauman, c'est-à-dire des acteurs dont le rôle est de transmettre, de donner du sens en interprétant et, donc, en gérant l'incertitude⁷⁰. Il en va ainsi pour ceux dont le plus fort de l'activité consiste à se distinguer par la *disputatio* et par leur capacité à écrire des livres. Cela peut nous sembler étrange car il n'y a rien de particulièrement mystérieux pour nous dans le fait d'écrire des livres, sauf si nous regardons les plus de 200 livres écrits par César Vidal, l'un des polémistes espagnols qui flanquent Pío Moa⁷¹. Le nombre de titres au contenu invraisemblable peut rapidement nous convaincre que n'importe quel personnage doté d'une instruction minimale et de solides relations, ou ayant une idée qui peut se vendre, peut produire un livre. Nous avons peut-être perdu de vue le potentiel légitimant de l'objet-livre : avoir écrit un livre n'est pas anodin. Il y a un décalage complet entre notre critique du « manque de rigueur » et la réaction du lecteur ou de la lectrice qui dit aimer « sa façon de raconter les choses ».

Certes, ces experts autoproclamés de l'idée nationale évoluent dans un régime de vérité qui n'est pas le nôtre : détenteurs d'un savoir spécifique, ils disent la vérité de la nation, un type de vérité qu'il faut identifier non pas à partir de la manière dont elle a été élaborée (ce qui conduit à lui dénier son statut de vérité), mais à partir des effets qu'elle produit : une vérité toxique, émotionnelle, aux accents de sacré, reconnue comme telle par celui qui la reçoit ; une vérité qui fonctionne comme une révélation de ce que l'on a bien connu mais que l'on a oublié. Au cœur de « l'art d'avoir toujours raison » commun à Éric Zemmour et à Édouard Drumont, selon

⁷⁰ Zygmunt Bauman, *La Décadence des intellectuels. Des législateurs aux interprètes*, Paris, Jacqueline Chambon, 2007.

⁷¹ A. Reig Tapia, *Anti - Moa, op. cit.*, p. 356-362.

Gérard Noiriel, se trouve en effet le sens commun⁷². En Espagne, le sens commun mobilisé par Pío Moa et d'autres repose sur un socle très fort de récits familiaux et de valeurs qui sont autant de cordes sensibles jouées par les faussaires et qui provoquent l'adhésion : les lecteurs reconnaissent une *vérité* qu'ils voulaient lire. Comme pour les pseudo-historiens français qui nous expliquent avec l'effet de vérité « vu à la télé » que la poule au pot d'Henri IV et le génocide vendéen sont vrais, le système médiatique est l'instrument d'une validation institutionnelle d'une croyance préalable, d'un pré-savoir confus qui se révèle comme une vérité nationale qui distingue ses porteurs. Leur histoire de la nation n'est pas un lieu de pluralisme : la chasse aux sorcières que d'aucuns appellent de leurs vœux au sein des universités repose sur ces prémisses. Une preuve parmi d'autres est, à l'été 2023, la décision d'abroger la loi régionale de « mémoire démocratique » juste après l'arrivée au pouvoir de la coalition PP et Vox à la tête de la communauté autonome aragonaise. Face à ces attaques, qui finalement concernent la discipline historique, notre devoir est de rester attentifs : en matière de mémoire des violences politiques, aucun pays ne connaît le consensus⁷³.

La responsabilité des historien·nes

Les réponses de la profession en Espagne comme en France ont été si nombreuses qu'il serait impossible de toutes les citer : rétablissement des faits à travers livres, blogs et interventions diverses, conférences de vulgarisation, podcasts, magazines, participation à la construction de mémoriaux, montage d'expositions à destination du plus grand public... Les efforts n'ont pas été ménagés pour sortir les savoirs que nous produisons de l'université ou des librairies spécialisées et ces contre-feux ont sans doute des effets, comme en témoignent les écrits collectifs consacrés à Éric Zemmour, Vox ou, plus généralement, aux lieux communs de l'histoire nationale espagnole⁷⁴.

Il n'est cependant pas rare que certains chercheurs tombent dans le piège du roman national, cela à divers degrés. En Espagne, l'approche traditionnelle et essentialiste autour de la « Reconquête » trouve par exemple de nombreux relais dans certains milieux académiques, notamment ceux proches de Vox⁷⁵. En ce qui concerne le cas de Vichy, Pétain et les Juifs, Laurent Joly cite la reprise de tout ou partie des thèses pétainistes par des historiens des sphères

⁷² Gérard Noiriel, *Le Venin dans la plume. Édouard Drumont, Éric Zemmour et la part sombre de la République*, Paris, La Découverte, 2019.

⁷³ Javier Rodrigo, « La imposible memoria común », *El País*, 12 août 2023.

⁷⁴ « Zemmour contre l'histoire », *Tracts Gallimard*, 34, 2022 ; Ferran Archilés, Julián Sanz et Xavier Andreu (dir.), *Contra los lugares comunes. Historia, memoria y nación en España*, Madrid, Edición de la Catarata, 2022 ; J. Casquete (dir.), *Vox frente a la Historia*, op. cit.

⁷⁵ Alejandro García Sanjuán, « Vox y la Reconquista », in J. Casquete (dir.), *Vox frente a la Historia*, op. cit., p. 32.

universitaires, le plus souvent en dehors de leurs propres champs d'expertise⁷⁶. La promotion du polémiste Arnaud Imatz par Pierre Chaunu représente donc une tendance comparable qui, arrivée à son paroxysme, peut verser dans une entreprise de manipulation.

Il se peut aussi que la défense d'un récit national se joue à plus basse intensité. Sans qu'on puisse lui prêter les mêmes intentions idéologiques ni les mêmes méthodes, certaines prises de position de Pierre Nora posent par exemple question. En témoigne la polémique lancée par ce dernier qui, outré que l'héritage de Napoléon soit ramené à l'esclavage, demande à défendre la mémoire d'Austerlitz et même à se souvenir avec émotion du sacre de Reims ou de la Fête de la Fédération : pour l'historien, la « criminalisation du passé » constituerait une forme de « suicide collectif »⁷⁷. Selon nous, c'est pourtant ce qui fait l'importance de la critique de la part des historien·nes : elle peut et doit ramener ces mythographies à ce qu'elles sont, des élucubrations étroitement reliées à des projets politiques nationalistes et parfois mortifères, et quelquefois tout simplement des justifications de crimes contre l'humanité.

Ces entreprises coûteuses en temps et en énergie tendent parfois à nous détourner de nos recherches, qui ont leur temporalité propre. Si le travail collectif produit a des effets très positifs, la profession doit aussi s'appuyer sur des relais efficaces pour diffuser ses travaux auprès de la société. Parmi eux, des vulgarisateurs de talent présents sur internet qui à travers leurs chaînes YouTube touchent un public qui se compte en centaines de milliers (sinon en millions) d'abonnés⁷⁸. Des initiatives se multiplient également pour fournir des ressources aux enseignants. En plus du travail assumé par le magazine *L'Histoire* ou par l'Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG) auprès de l'enseignement secondaire, on peut signaler l'émergence de nouveaux ouvrages enrichis de ressources pédagogiques, aussi bien en France⁷⁹ qu'en Espagne⁸⁰.

La démocratisation des savoirs est nécessaire, mais insuffisante. Face à la visibilité du complotisme sur les réseaux sociaux, les collègues nous alertent sur la nécessité de réaliser un travail de prévention autour de la pensée critique, plutôt que d'accumuler seulement de nouvelles connaissances⁸¹. En ce qui concerne notre discipline, qui n'échappe pas aux discours fallacieux, une histoire dite « publique » se développe pour repenser notre place en société. En

⁷⁶ L. Joly, « Anatomie d'une falsification historique », art. cité, p. 167-169.

⁷⁷ Voir la « Préface à l'édition de 2010 » de François Dosse, *L'Histoire en miettes. Des Annales à la « nouvelle histoire »*, Paris, La Découverte, 2010 [1988], p. 9-10.

⁷⁸ Comme Manon Bril et sa chaîne C'est une autre histoire (692 000 abonnés) ou Nota Bene (2 310 000 abonnés).

⁷⁹ Sophie Baby, Laure Neumayer et Frédéric Zalewski (dir.), *Condamner le passé ? Mémoires des passés autoritaires en Europe et en Amérique latine*, Nanterre, Presses universitaires de Paris-Nanterre, 2019.

⁸⁰ D. Jiménez Martín, *La primera mentira*, op. cit.

⁸¹ Christine Abdalla Mikhaeil, « Conspiracy Theories. How Social Media Can Help them Spread and even Spark Violence », *The Conversation*, 1^{er} août 2023.

France, cela a débouché sur la constitution de plusieurs formations spécialisées, au niveau master. En Espagne, le développement de l'histoire « publique » est directement relié au souci de mieux répondre aux provocations propagandistes tous terrains. Ainsi, l'Association espagnole d'histoire publique (Historia Pública) est née de l'initiative de plusieurs collègues madrilènes dont certains sont engagés depuis longtemps dans un combat contre les faussaires qu'ils ne séparent jamais d'une réflexion critique sur notre discipline et le milieu qui la porte. La réflexion, avec les étudiant·es et avec le public sur « les usages collectifs du passé et de la démocratisation de la raison et de la connaissance historiques », pour citer le manifeste de l'association, permet de travailler la dimension herméneutique de notre discipline et donc de réaffirmer l'originalité des discours scientifiques sur le passé en tant que critiques du sens commun⁸².

Il ne s'agit pas de s'ériger en « législateurs » sur le passé, seuls habilités à dire le vrai du passé collectif, mais comme experts dans son interprétation car notre travail ne consiste pas, à rebours d'une image très ancrée dans le public, à accumuler des données, à fouiller dans les « secrets des archives » pour y exhumer les « faits » véritables du passé, mais à interpréter des traces et à composer à partir de là des narrations toujours susceptibles de révision. Autant que de contenu (sinon plus), il s'agit de méthode. La conception de l'histoire maniée par les faussaires et validée par leur public est celle d'un discours de réassurance de l'identité par le caractère intrinsèquement objectif de la science (une science consistant à aller chercher ces fameuses « archives qui parlent »), aux antipodes de ce que nous enseignons aux étudiant·es. Comme il a été rappelé récemment, la défense des SHS comme savoirs critiques est une composante essentielle de leur scientificité, qui repose aussi sur l'autonomie de la communauté épistémique universitaire, celle-là même qui est attaquée ces dernières années. Rappelons qu'en Pologne, par exemple, les attaques contre l'histoire « critique » (en opposition à un récit « héroïque ») sont formulées en ces termes par les milieux ultraconservateurs⁸³. En Espagne, le programme dit des « 100 mesures pour l'Espagne vivante » porté par Vox, en 2015, représente un autre cas de discours de repli autour d'une identité nationale supposément en péril, à cause d'une prétendue doxa officielle de gauche⁸⁴.

Cette communauté épistémique repose sur la vigilance individuelle et collective des catégories que nous utilisons pour décrire et interpréter les traces du passé en écartant les « prénotions »

⁸² Asociación de Historia Pública, « Manifiesto », janvier 2021, [en ligne](#).

⁸³ F. Zalewski, « Le PiS, ou l'invention de la mémoire identitaire », art. cité, p. 17-18.

⁸⁴ J. Casquete (dir.), *Vox frente a la Historia*, op. cit., p. 12-13 et p. 30-31.

du sens commun, pour reprendre les termes de Durkheim⁸⁵. Ce travail est toujours situé et incorpore l'analyse critique des conditionnements socio-historiques présents dans tout travail scientifique, des cadres conceptuels et moraux présents au point de départ de la recherche et qui l'accompagnent irrémédiablement. Nous savons que l'objectivité comme valeur épistémique est le résultat d'un processus collectif et ouvert de discussion des interprétations présentes dans la communauté scientifique, cette communauté vilipendée par les diseurs de vérité dont tous les discours visent à exalter la naturalité du collectif dont ils racontent l'histoire.

Les versions franquistes de l'histoire parlaient le langage de la propagande, de la guerre elle-même, et un des livres universitaires les plus efficaces dans le discrédit de tels ouvrages, *Le Mythe de la croisade de Franco* d'Herbert Southworth, s'attachait en particulier à montrer comment les cadres du récit des auteurs franquistes étaient ceux du conflit avant tout⁸⁶. Aujourd'hui, sans cesser de pointer les erreurs grossières et autres mensonges éhontés, et tout en démocratisant au mieux les savoirs produits à l'université, il est sans doute nécessaire d'aider le public à repérer les marqueurs de ces récits essentialistes qui vendent de l'identité rassurante ou exaltante. En outre, on l'a dit, les catégories les plus passe-partout du roman national espagnol, longtemps reprises au sein de la discipline et aujourd'hui identifiées comme éléments clés des mythes nationalistes (la « Reconquête », « l'invasion musulmane » vs « l'installation » romaine) méritent d'être critiquées, c'est-à-dire qu'on mette en évidence leur fonction politique. Un exemple récent d'un tel travail peut être trouvé dans *Ellos, los fascistas* (« Eux, les fascistes ») de Javier Rodrigo et Maximiliano Fuentes à propos de la catégorie « franquisme » : ils montrent de façon tout à fait intéressante, pour le grand public, mais aussi pour leurs collègues, comment cette catégorie a pu servir au blanchiment politique du régime allié des fascismes italien et allemand au sortir de la Seconde Guerre mondiale, et comment elle a été véritablement investie par les discours publics dans la dernière décennie de la dictature⁸⁷.

L'Espagne est un observatoire qui permet d'étudier aussi bien le travail des faussaires de l'histoire que les réponses qui leur sont apportées. Produit d'une montée en puissance conjointe des extrêmes droites tant à l'échelle globale que locale, et d'une crise du régime de vérité, la place grandissante des faussaires de l'histoire au sein de notre société constitue un indice supplémentaire de la tentation antidémocratique actuelle. Depuis plusieurs décennies, bien des réponses ont été apportées, aussi bien sur le contenu que sur la méthode. Si aucune recette

⁸⁵ C. Gautier et M. Zancarini-Fournel, *En défense des savoirs critiques*, op. cit.

⁸⁶ Herbert R. Southworth, *Le Mythe de la croisade de Franco*, Paris, Ruedo Ibérico, 1964.

⁸⁷ Javier Rodrigo et Maximiliano Fuentes, *Ellos, los franquistas. La banalización del fascismo y la crisis de la democracia*, Barcelone, Deusto, 2022, p. 138 et suiv.

miracle ne peut surgir, tant les causes diffèrent, notre devoir est d'intervenir. Lorsque l'extrême droite s'attaque aux savoirs critiques et à une science efficace, il s'agit pour l'historien·ne, comme le disait Daniel Roche, de « ne pas rester en dehors d'un débat dans lequel il [ou elle] ne doit intervenir qu'avec ses propres armes⁸⁸ ». Nul ne doute qu'avec l'importance prise par différents supports internet (intelligence artificielle et réseaux sociaux), ces armes auront leur importance pour décoder les informations, développer une approche critique et déceler les données fallacieuses. En Espagne comme ailleurs.

Pierre Salmon, Sophie Baby, François
Godicheau, Amélie Nuq, Nathan Rousselot,
Nicolás Sesma et Mercedes Yusta

Pierre Salmon est maître de conférences en histoire contemporaine à l'ENS-PSL, membre de l'IHMC (UMR 8066) et du groupe de recherche GIGEFRA (Universidad Complutense). Avec le trafic d'armes et l'Espagne comme objets d'étude, il propose une histoire sociale écrite « par le bas » de la criminalité, de la politique et des conflits. Il est l'auteur du livre *Un antifascisme de combat. Armer l'Espagne révolutionnaire (1936-1939)* (Éditions du Détour, 2024). (pierre.salmon@ens.psl.eu)

Sophie Baby est maîtresse de conférences HDR en histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne, membre du LIR3S. Elle réfléchit aux enjeux portés par les violences de masse et leur mémoire dans l'espace euro-américain des 20e-21e siècles et vient de publier *Juger Franco ? Impunité, réconciliation, mémoire* (La Découverte, 2024). Elle est aussi l'auteurice du *Mythe de la transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982)* (Casa de Velázquez, 2012). (sophie.baby@u-bourgogne.fr)

François Godicheau est professeur d'histoire contemporaine à l'Université Toulouse Jean-Jaurès et membre du laboratoire FRAMESPA (UMR 5136). Il a publié plusieurs livres sur la guerre d'Espagne et de nombreux articles. Sur les questions de mémoire, on peut citer le volume coordonné avec Julio Arostegui, *Guerra civil, mito y memoria* (Marcial Pons, 2006). (francois.godicheau@univ-tlse2.fr)

⁸⁸ Daniel Roche, *Leçon inaugurale faite le vendredi 19 novembre 1999*, Paris, Collège de France, 1999, p. 10.

Amélie Nuq est maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'Université Grenoble-Alpes et membre du LARHRA (UMR 5190). Spécialiste de l'histoire de l'Espagne contemporaine, elle travaille notamment sur la jeunesse des classes populaires, l'histoire des normes et de la déviance, l'histoire des femmes et du genre. (amelie.nuq@univ-grenoble-alpes.fr)

Nathan Rousselot est maître de conférences à l'Université catholique de Lyon, membre du laboratoire Confluence, sciences et humanités et chercheur associé au LARHRA. Croisant l'histoire des relations internationales, l'histoire de l'humanitaire et l'histoire de l'Espagne contemporaine, sa thèse de doctorat portait sur « Les diplomates français et britanniques face à la guerre civile espagnole (1936-1939). de la perception des violences aux interventions humanitaires ». (nathan.rousselot.pro@gmail.com)

Nicolás Sesma est maître de conférences en civilisation espagnole à l'Université Grenoble-Alpes. Docteur en histoire de l'Institut universitaire européen (Florence), il a été chercheur postdoctoral à l'Université de Columbia et à la Casa de Velázquez (EHEHI). Il est membre des groupes de recherche « La España de Franco, el legado de los fascismos y el debate sobre los contenidos de la democracia en Italia, Alemania, Bélgica y Francia (1945-1968) » et « El regionalismo franquista desde Cataluña : prácticas y discursos centrípetos ». (nicolas.sesma-landrin@univ-grenoble-alpes.fr)

Mercedes Yusta est professeure d'histoire de l'Espagne contemporaine à l'Université Paris 8, membre du laboratoire d'Études romanes (EA4385). Spécialiste des résistances anti-franquistes et antifascistes, elle a publié plusieurs ouvrages et articles portant sur la résistance armée contre Franco, les résistances antifascistes en Europe et les organisations de femmes pendant le franquisme et la guerre froide. Parmi ses ouvrages récents, on peut citer Laurent Douzou et Mercedes Yusta (dir.), *La Résistance à l'épreuve du genre. Hommes et femmes dans les résistances antifascistes en Europe du Sud* (Presses universitaires de Rennes, 2018). (mercedes.yusta@univ-paris8.fr)

Les faussaires de l'histoire contre la démocratie Quelques réflexions à partir du cas espagnol.

— En 2022, la traduction puis la promotion française de Pío Moa nous ont laissés songeurs. Presque inconnu en France, ce polémiste avait certes connu un rapide succès en Espagne, mais il s'était vite trouvé contredit sur ses interprétations falsifiées de la guerre civile espagnole (1936-1939), qui consistaient surtout à rejouer la propagande officielle du régime franquiste. Ce cas peut servir d'observatoire aux manipulations du passé. L'histoire européenne est en effet devenue la cible privilégiée des attaques antidémocratiques, qui se jouent facilement des frontières et prennent souvent soin de réhabiliter les anciennes dictatures. À l'heure où la parole scientifique est discréditée dans de nombreux domaines, cette contribution collective analyse les méthodes de ces faussaires et réfléchit à l'histoire que nous voulons enseigner en société.

Falsifying History against Democracy. Reflecting on the Spanish Case

— The 2022 French translation and subsequent promotion of Pío Moa's work is a curious phenomenon. Previously unknown in France, this polemical author had experienced rapid success in Spain, but was just as quickly called out for his manipulative and often erroneous interpretations of the Spanish Civil War (1936-1939), which largely consist of re-enacting the official propaganda of Franco's regime. This author's theories can serve as a unique vantage point to understand the manipulation of the past. Indeed, European history has become a key target for anti-democratic attacks that often seek to rehabilitate former dictators without respect for international borders. At a time when scientific discourse has been discredited in many fields, this collective contribution analyzes the methods used by such manipulators of history and reflects on the version of history we wish to teach in our society.